

Malgré la réussite des journées de grève et de manifestation ainsi que le fort mécontentement persistant des personnels, le Ministère s'obstine à vouloir mettre en œuvre une réforme qui dégraderait encore les conditions d'études des élèves et de travail des personnels. Pour la CGT Educ'action, ce passage en force et le mépris affiché sont inacceptables. Elle appelle à s'opposer aux formations proposées, à refuser toute anticipation de cette réforme, à poursuivre et amplifier la mobilisation pour obtenir l'abrogation et l'ouverture d'une réelle concertation pour une autre réforme. Elle dépose un préavis de grève quotidien pour couvrir les personnels en lutte.

Evaluation et nouveau DNB

Au collège, le diplôme national du Brevet (DNB) finalise l'évaluation.

Le nouveau DNB, dont la première session aura lieu en 2017, comportera deux volets : des épreuves terminales écrites et orales sur 350 points et la maîtrise des huit domaines du socle commun sur 400 points. Un oral de 15 minutes consistera à présenter un EPI ou un « parcours d'éducation artistique et culturelle, avenir et citoyen ». L'épreuve d'histoire des arts sera abandonnée. Il y aura deux épreuves écrites : français et histoire, géographie, EMC, d'une part, mathématiques et sciences expérimentales, technologie, avec codage informatique, d'autre part.

Le niveau d'évaluation du socle commun sera fixé en fonction des attendus de fin du cycle 4.

Cette évaluation portera sur la maîtrise (insuffisante, fragile, satisfaisante, et très bonne) des composantes du socle, validée en conseil de classe.

Or, une évaluation « en âme et conscience » ouvre à l'arbitraire et autorise les principaux à se substituer aux enseignants.

Ainsi, le DNB entérine le socle commun et l'évaluation par compétences. Le caractère contraignant des EPI apparaît clairement, puisqu'ils font partie d'une épreuve spécifique, qui compte pour le tiers des épreuves finales !

Si d'autres modes d'évaluation que celle par compétences demeurent possibles, le « socle commun de compétences », comme on devrait continuer de l'appeler est la seule réponse du ministère à la question de l'évaluation, notamment dans ce qu'elle a de stigmatisant en tant qu'outil de tri social.

La CGT Educ'action est opposée au socle et aux compétences qui sont un outil de mesure de l'employabilité au service du patronat.

Elle exige donc l'abandon de cette réforme du brevet et de l'évaluation et demande qu'une réelle réflexion s'engage sur l'évaluation.

Réforme du Collège : ni formatage, ni anticipation !

La mobilisation contre la réforme du collège continue ! Malgré les pressions pour inciter les personnels à se rendre aux formations, nous devons refuser d'anticiper la réforme. Ces journées de formation n'ont d'autre but que de formater les esprits, en faisant croire que tout est déjà joué.

Les arguments utilisés par certains principaux pour convaincre d'y participer, tels que « il faut préparer les EPI en amont pour recevoir des moyens supplémentaires » ne sont absolument pas crédibles ! Le problème n'est pas là ! On sait que la marge (2,75h par classe) sera de toute façon insuffisante pour financer tous les besoins tels que les dédoublements, le latin et le grec, la co-intervention etc... Quant aux EPI et à l'AP, répétons que ces heures seront prélevées sur les horaires disciplinaires. Vouloir réformer sans y mettre les moyens est bien le tour de bonneteau ministériel à la mode.

Mixité sociale et scolaire : une nouvelle hypocrisie !

Partant du constat que le Collège actuel n'arrive pas à réduire les inégalités sociales et que se renforcent les phénomènes ségrégatifs induits par l'environnement socio-économique des familles, la Ministre a affiché sa volonté de favoriser la mixité sociale et scolaire. Mais, si elle proclame toujours que l'Ecole n'a pas de prix, elle se souvient surtout à l'heure des choix qu'elle a un coût. En organisant le glissement à la hausse des effectifs par classe, en contractant les moyens alloués à l'Education prioritaire, en accordant dans son projet de réforme une dérogation scandaleuse au privé, le ministère continue de renforcer les phénomènes d'évitement et de fuite : belle hypocrisie !

La CGT Educ'action redemande une redéfinition de la carte scolaire en lien avec une véritable politique de la ville pour mettre fin aux quartiers de relégation sociale ainsi que la nationalisation de l'enseignement privé.